

EN RELIEF

TRAVAUX PUBLICS Lundi 13 avril à Strasbourg Des assises pour relancer l'investissement des collectivités

LORS DES MANIFESTATIONS DU 10 MARS, qui avaient mobilisé 4 000 salariés et entrepreneurs de travaux publics alsaciens dans les rues de Strasbourg et Mulhouse, le préfet de la région Alsace Stéphane Bouillon avait pris l'engagement devant les dirigeants de la fédération régionale des travaux publics (FRTP) de réunir rapidement des assises consacrées à la relance des investissements publics. Ces assises, a-t-il annoncé hier, se tiendront lundi 13 avril à 14 h 30 à l'hôtel du préfet, place du petit Broglie à Strasbourg.

« Les objectifs de cette rencontre sont de redonner du travail aux entreprises, en incitant et en facilitant les investissements des collectivités, en améliorant l'accès aux marchés publics, de suggérer des modes d'emploi pour limiter les difficultés financières et d'évoquer les perspectives des futurs chantiers », précise la préfecture dans un communiqué. Parmi les invités figurent notamment la FRTP, la CCI Alsace, les services de l'État, la Caisse des Dépôts, le comité régional des banques, la Région Alsace, les deux conseils départementaux, l'Eurométropole de Strasbourg, Mulhouse Alsace Agglomération, la communauté d'agglomération de Colmar, les associations des maires du Bas et du Haut-Rhin, les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, le Port autonome de Strasbourg et SNCF Réseau.

DÉCIDEURS

MATÉRIEL DE TRANSPORT

Hervé Richert, Groupe Lohr

Hervé Richert, 50 ans, sans lien de famille avec le président du conseil régional d'Alsace, rejoindra au début du mois de mai le groupe Lohr en tant que vice-président de la Holding Lohr SA. « Et futur président », précise le patron du groupe Robert Lohr. Hervé Richert a passé vingt ans au sein du Groupe Michelin, en Europe, aux USA et en Asie, où il a assumé diverses responsabilités dans les domaines juridique et financier. Il a également été en charge du développement des affaires du groupe de Clermont-Ferrand pour l'Asie Pacifique de 1998 à 2007. M. Richert a ensuite rejoint en 2008 le groupe industriel singapourien Giti Tire, toujours dans le métier du pneu, en tant que membre du comité



Hervé Richert a accompli l'essentiel de sa carrière à l'international. DOC. REMIS

exécutif, en charge des opérations internationales. Il a notamment servi en qualité de président des filiales d'Europe et d'Amérique du groupe de 2008 à 2014. M. Richert a fait ses études à Strasbourg et est titulaire d'un diplôme de l'Institut d'études politiques, section économique et financière, et d'un diplôme de juriste conseil d'entreprise (DJCE).

SOCIAL Mardi 21 avril à Strasbourg

Les emplois d'avenir sous la loupe

DANS LE CADRE D'UNE semaine qui leur est dédiée à partir du 13 avril notamment dans les Missions locales, les « emplois d'avenir » seront au cœur de la journée du 21 avril, marquée par une rencontre du Service public de l'emploi en fin d'après-midi sur ce thème. Destinée notamment aux employeurs, aux responsables de ressources humaines et à toute la chaîne des services de l'emploi, cette journée permettra aux jeunes concernés de s'exprimer directement auprès des personnes en charge du dossier. Depuis leur création en 2012, ces contrats aidés ont bénéficié à 3500 jeunes en Alsace, dont 80 % dans le secteur non marchand. Si le secteur associatif est l'employeur dans 50 % des cas, l'administration rappelle que les emplois d'avenir, sauf en de

rare exceptions, sont également ouverts aux entreprises privées. Les enquêtes conduites sur les contrats en cours ont montré un niveau plutôt élevé de satisfaction tant de la part des jeunes que de leur employeur et un taux de rupture relativement bas. Pour les pouvoirs publics, l'enjeu est désormais de garantir la qualité des emplois sous contrat d'avenir, la valeur des formations délivrées et de réussir la transition vers une insertion plus durable.

► Parcours réussis d'emplois d'avenir, une chance pour les jeunes et les employeurs, trois tables rondes mardi 21 avril à 17 h 30 au centre de conférences de l'Aar (Agipi), 14 avenue Pierre-Mendès-France. Contact : alsace.evenement@direccte.gouv.fr © 0388 154318.

COMPLÉMENT

FORMATION

L'IEEPI en croissance de 20 %

L'Institut européen entreprise et propriété intellectuelle (IEEPI), institut de formation continue présidé par Christian Brevard et dirigé par Antoine Dintrich, annonce une croissance de 20 % de ses activités en 2014 (et non de 14 % comme indiqué par erreur dans nos éditions du 2 avril). Le volume de formation délivré représente un chiffre d'affaires d'un million d'euros : « Notre

activité a été soutenue dans le secteur privé par un nombre croissant d'entreprises qui protègent leurs innovations et dans le secteur public par le développement des structures de valorisation, notamment les SATT », explique Antoine Dintrich qui développe également les activités de l'IEEPI à l'international en Belgique, Suisse, Croatie, au Maroc, en Chine et en Corée du Sud. L'institut a accueilli 6 000 stagiaires depuis sa création en 2004 et propose aujourd'hui 200 journées de formation par an.

ROSHEIM 4 millions d'euros investis dans la découpe laser de tôle

LAP mise très gros

Laser Alsace Production met en service à Rosheim une nouvelle capacité de production de découpe laser largement automatisée.



La taille du nouveau système de production a obligé l'entreprise à ajouter 1 750 m² à ses ateliers. DOCUMENT REMIS

A lors que l'investissement industriel est toujours réputé faible voire atone, on ne peut que saluer l'effort de Laser Alsace Production (LAP). Cette société spécialisée dans la découpe laser à façon et la sous-traitance, que dirige Jacques Kammerer à Rosheim, vient en effet de mettre en service de nouvelles capacités et une extension de son site pour un montant de 4 millions d'euros. Soit l'équivalent du chiffre d'affaires annuel de cette petite structure de trente collaborateurs, très spécialisée et qui a toujours mis un point d'honneur à être en avance sur la concurrence et sur les attentes de ses donneurs d'ordres. « Il n'existe pas actuellement de machine de ce niveau dans le Grand est, et vraisemblablement

dans l'ensemble de la France », commente l'industriel. De quoi s'agit-il ? En fait, un ensemble productif comprenant trois lasers automatisés associés à un magasin automatique de 450 emplacements pouvant accueillir jusqu'à 1300 tonnes de matière.

Cinq emplois créés par la nouvelle installation

Parmi les deux nouvelles machines, un laser CO₂ de 6 kW de puissance pouvant tailler l'acier et l'inco jusqu'à 25 mm d'épaisseur, l'aluminium jusqu'à 15 mm dans des tôles de 2 x 4 m. La seconde machine est un laser fi-

bre de 5 kW pour tôles fines avec très grande productivité, mais aussi capable de tailler de l'inco et de l'alu jusqu'à 25 mm, et même du cuivre ou du laiton jusqu'à 5 mm. Le troisième laser, une machine de 5 kW existante, a été intégré au dispositif et entièrement automatisée. Le nouvel équipement, dont le magasin automatique s'étire sur 55 m, a nécessité la création d'une extension de 1 750 m². L'ensemble a été soutenu par la Région Alsace à hauteur de 50000 euros. Cinq personnes seront embauchées pour faire tourner l'ensemble. « Nous avons décidé de ce programme il y a deux ans. Nos machines devenaient obsolètes et les constructeurs font preuve de plus en plus d'ingéniosité. Nous avons aujourd'hui ce qu'il y a de plus moderne et nous pourrions sortir

des pièces moins chères en gagnant en délais de livraison », explique Jacques Kammerer, qui présentera les nouvelles installations lors d'une inauguration officielle le 26 juin. La demande justifie-t-elle pareil effort ? « Je suis confiant dans notre capacité à accroître nos parts de marché. Nos gains de productivité nous permettront de proposer des prix jusqu'à 15 % inférieurs dans certains cas, étant entendu que le coût matière représente déjà 40 % », explique le patron de LAP. Jacques Kammerer reste prudent sur la conjoncture française en général : « Je ne me hasarde pas là-dessus. Nous élargissons notre domaine d'activité. Tous nos clients qui exportent beaucoup marchent très bien, les autres, c'est plus difficile ». ■

ANTOINE LATHAM

SOCIAL Journée d'action interprofessionnelle ce jeudi

« Stopper la course folle vers toujours plus d'austérité »

L'intersyndicale FO-CGT-FSU-Solidaires appelle les salariés du public et du privé à manifester ce jeudi à Strasbourg et à Mulhouse dans le cadre d'une journée nationale d'action contre les politiques d'austérité du gouvernement.

UN AN APRÈS la mobilisation interprofessionnelle contre le Pacte de responsabilité (DNA du 19 mars 2014), les quatre mêmes organisations syndicales, FO, CGT, FSU et Solidaires, appellent ce jeudi à une journée de grève et de manifestation contre « les politiques menées au nom de l'austérité et de la compétitivité ». Cette mobilisation, qui vise « à imposer une autre politique au gouvernement », avait été décrétée le 18 février à la veille de l'adoption en première lecture de la loi Macron pour laquelle Manuel Valls avait dégainé l'article 49-3. Ce texte, dont l'examen se poursuit devant le Parlement, continue de cristalliser la colère de l'intersyndicale pour laquelle il constitue « un plan de destruction massive du code du travail » et dont elle exige le retrait. C'est

aussi le cas de la rigueur budgétaire et des mesures dictées par le plan de réduction des dépenses publiques de 50 milliards sur deux ans, qui, selon les syndicats, « aggravent la situation des salariés de tous les secteurs, des retraités et des chômeurs ». Sans oublier les « attaques patronales contre les acquis sociaux ». « Que l'État fasse des économies n'est pas idiot dans l'absolu, commente Christine Helstroffer, secrétaire générale de Solidaires Alsace. Pour cela, plutôt que des coupes dans les budgets qui ont des répercussions sur les services publics, leurs agents et les usagers, on peut aussi s'efforcer d'accroître les recettes, par exemple en luttant contre la fraude fiscale ou en revenant sur la baisse de la fiscalité des entreprises ».

« L'État n'a pas à être géré à la manière d'un bon père de famille »

« L'État, qui a la capacité de lever l'impôt et dont on attend plus de justice et de solidarité, n'a pas à être géré à la manière d'un bon père de famille », estime Michel Poulet, secrétaire adjoint de FO Bas-Rhin, qui dénonce également « les cadeaux sans contreparties



De g. à d. : Michel Poulet (FO), Christine Helstroffer (Solidaires), Gauvin End (FSU) et Jacky Wagner (CGT). PHOTO DNA - LAURENT RÉA

faits aux entreprises, notamment à travers le CICE ». « Au final, après trois années de présidence Hollande, le chômage ne baisse pas, le pouvoir d'achat est en berne et les profits ne sont pas réinvestis. On a le sentiment que ceux qui paient au bout du compte ne sont ni les responsables, ni ceux qui peuvent payer », ajoute-t-il. « On dirait que la claque que les électeurs ont infligée au PS et au gouvernement lors des récentes élections départementales n'a pas servi à grand chose. Ce der-

nier continue d'aller dans le même sens, celui du patronat, et en accélérant », déplorent Jacky Wagner, secrétaire général de la CGT du Bas-Rhin, et Gauvin End, son homologue de la FSU, qui misent désormais sur la lutte syndicale pour « stopper la course folle vers toujours plus d'austérité ». ■

X.T.

► À Strasbourg, la manifestation débute ce jeudi à 10 h, place de la Bourse. À Mulhouse, elle démarre à 15 h 30, place de la Bourse.